

**AFRICAN UNION**

**الاتحاد الأفريقي**



**UNION AFRICAINE**

**UNIÃO AFRICANA**

---

**Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone 517700 Cables: OAU, ADDIS ABABA**

---

**ALLOCUTION DE S.E M. JEAN PING**  
**PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE**  
**AU**  
**SOMMET SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE**  
  
**ROME (ITALIE)**  
  
**3 - 5 JUIN 2008**

M. le Président,  
~~Mesdames~~ et Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement *M. Le DG de la FAO*  
Excellences, Mesdames et messieurs ;

C'est pour moi un réel plaisir et un grand privilège de prendre part à cet important sommet sur la sécurité alimentaire mondiale. La présence de nombreux chefs d'Etat et de Gouvernement à ce sommet montre clairement à quel point nous sommes tous préoccupés et interpellés par cette grave crise dont nous ressentons les effets dans nos pays.

*Tout d'abord*  
~~Avant toute chose~~, permettez-moi de saisir cette occasion  
*sincères*  
pour exprimer mes remerciements ~~personnels~~ ainsi que ceux de la  
Commission de l'Union africaine, à l'Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et son Directeur  
général, M. Jacques Diouf, pour avoir pris l'initiative de convoquer  
*oh comme le salutaire*  
ce Sommet, qui vient à point nommé. Je voudrais ~~leur~~ *leur rendre*  
*un vibrant hommage*  
~~également mes compliments~~ pour l'appui technique et financier  
*qu'il ne cesse*  
apporté aux États membres de l'Union africaine dans l'élaboration  
*notamment*  
et la mise en oeuvre du Programme Global de Développement  
Agricole en Afrique (CAADP) comme cadre stratégique agricole  
commun pour l'Afrique. *franc*

M. le Président;  
Excellences, Mesdames et Messieurs;

Des rapports récents montrent que les prix de nombreux produits alimentaires de base ont considérablement augmenté au cours des trois dernières années mais plus particulièrement *depuis* ces

derniers mois. Cette forte hausse des prix affecte surtout le continent africain, qui est un importateur net de produits alimentaires avec une facture annuelle d'environ 20 milliards de dollars. L'Afrique importe pour <sup>ses</sup> les besoins <sup>alimentaires</sup> de ses ~~populations~~ quarante cinq pour cent du riz et quatre-vingt cinq pour cent de blé ; ce qui se <sup>traduit</sup> caractérise par une dégradation des termes de l'échange au détriment de <sup>la plupart</sup> la majorité des pays africains. Ces pays, dont la majorité des habitants vivent avec moins d'un dollar par jour, sont aussi ceux qui sont <sup>frappés de plein fouet</sup> touchés par la crise, car ils consacrent 50 à 60 pour cent de leur ~~maigre~~ budget à l'alimentation. De plus, un rapport récemment publié par les Nations Unies montre que la malnutrition et la famine ne cessent de croître, menaçant la vie de millions de personnes parmi les populations les plus vulnérables, qui ne peuvent pas acheter suffisamment d'aliments pour répondre à leurs besoins. Cette situation <sup>qui se traduit déjà par de nombreux</sup> est de nature à exacerber les conflits sociaux et politiques et aggraver les <sup>nombre</sup> problèmes ~~actuels sur le continent.~~ <sup>L'Afrique qui est déjà confrontée</sup>

Les facteurs qui ont occasionné la crise alimentaire sont connus de <sup>tous</sup> nous et ~~sont~~ <sup>et étaient même</sup> ~~sont~~ <sup>prévisibles</sup> ; certains sont <sup>transitoires</sup> ~~transitoires~~ <sup>periodiques</sup> comme les <sup>aléas</sup> événements climatiques, ~~dans nos pays à savoir~~, les ~~changements climatiques~~, les sécheresses, les inondations et les cyclones, pour ne citer que ceux-là ; d'autres sont structurels <sup>qui</sup> ~~qui~~ et affectent l'offre et la demande, notamment l'accroissement du niveau de vie dans les pays émergents ~~et les pays exportateurs de pétrole~~, l'augmentation du prix du pétrole et des engrais, l'accroissement du coût des transports et des coûts de production, l'engouement pour les bio-carburants, les mauvaises conditions de stockages. Il est donc absolument nécessaire de réagir et réagir

immédiatement, car tout porte à croire qu'à défaut d'une réaction mondiale ferme, coordonnée et immédiate, la crise ira ~~s'accroissant~~ *s'aggravant*

M. le Président;

Excellences Mesdames et Messieurs;

Les solutions à ces problèmes, qu'il faut envisager sur le court, moyen et long-terme, passent <sup>non seulement</sup> par des actions d'urgence de <sup>fortes</sup> la communauté internationale, en solidarité avec les pays les plus affectés dont la majorité sont sur le Continent africain, <sup>mais aussi</sup> et par des <sup>politiques</sup> actions <sup>appropriées des</sup> propres aux Etats africains eux-mêmes.

Pour ce qui est du court-terme qui ~~doit reposer sur des~~ <sup>ont été annoncés</sup> actions immédiates et d'urgence, ~~il me plaît de noter avec~~ *de* satisfaction, la décision du Groupe de la Banque mondiale de <sup>mobile</sup> 1,2 milliards de \$ pour ~~se consacrer aux besoins immédiats et de~~ doubler les prêts au secteur de l'agriculture en Afrique, qui passeront à 800 millions de dollars EU cette année, ce qui permettra de créer une facilité de financement rapide pour l'appui aux pays ~~pauvres et particulièrement~~ <sup>particulièrement</sup> fragiles. De même, je ~~souhaiterais lancer un appel pressant aux bailleurs de fonds afin~~ <sup>je me félicite que le</sup> qu'ils agissent ~~dès à présent~~ <sup>pour</sup> mobiliser le montant de 755 millions de dollars ~~requis par le Programme Alimentaire Mondial~~ <sup>d'urgence</sup> (PAM) en vue de parer aux besoins les plus urgents. L'Union africaine demande ~~également~~ <sup>immédiatement</sup> à la communauté internationale de passer à l'action pour contribuer au Fonds spécial <sup>de 1,7 milliard</sup> mis en place par la FAO pour aider les agriculteurs les plus pauvres, notamment les <sup>aux intrants essentiels</sup> agriculteurs africains, afin de leur faciliter l'accès aux engrais, aux semences et aux petits réseaux d'irrigation.

En ma qualité de membre du Comité ~~spécial sur le~~ <sup>sec.</sup> ~~je me réjouis aussi~~ <sup>de l'ONU</sup> ~~en vue~~ <sup>de l'ONU</sup> d'accélérer la mise en œuvre de l'objectif du Millénaire pour le Développement <sup>visant à</sup> éliminer la pauvreté et la faim de moitié d'ici 2012

M. le Président;

Excellences Mesdames et Messieurs;

Concernant le moyen et le long termes, la réalisation des objectifs dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire implique le ferme engagement des parties prenantes, des gouvernements, des partenaires au développement, du secteur privé et de la société civile. Des financements suffisants et prévisibles devraient être disponibles pour la mise en œuvre de nos programmes d'action en vue de réaliser ces objectifs qui sont essentiels à la réduction de la pauvreté *et à la promotion de la sécurité alimentaire*

Il va sans dire que la mise en œuvre du Programme global de développement agricole en Afrique (CAADP) adopté par les dirigeants africains lors du Sommet de Maputo en 2003, en tant que cadre stratégique pour répondre, à moyen et long termes, aux problèmes en matière de développement agricole et rural *devra y contribuer* dans une très large mesure. Ce programme *matière* expose en détail, les actions que nous devons prendre pour améliorer notre agriculture sur le continent ; il fixe à six pour cent le niveau de la croissance agricole dans les pays africains et préconise l'allocation de dix pour cent du budget national à l'agriculture.

Ainsi la crise actuelle offre l'opportunité de relancer l'agriculture et d'investir davantage dans toutes les étapes de la chaîne de valeur du secteur agro-alimentaire. Elle offre également aux gouvernements la possibilité de repenser leurs politiques en créant les conditions propices à l'élimination des distorsions du marché. *Nous devons accroître les investissements dans les*

*C'est pourquoi il est impératif de conclure le cycle de 2008-2011. C'est pourquoi il est impératif de conclure le cycle de 2008-2011.*

infrastructures agricoles, notamment en ce qui concerne la gestion de l'eau, les installations de stockage et le développement des routes d'accès aux zones agricoles. Des investissements plus importants sont nécessaires pour accroître le rendement des facteurs de production tels que les terres, les ressources en eau et les intrants essentiels, en particulier les semences et les engrais améliorés. Des efforts soutenus sont également nécessaires pour mettre en place une politique régionale commune qui permette de conjuguer nos efforts afin de juguler collectivement cette crise; il s'agit notamment de renforcer les capacités de production; d'accroître la productivité agricole et de développer la recherche agricole.

**Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Malgré quelques succès remarquables obtenus dans le développement de nouvelles variétés de manioc à haut rendement et du nouveau riz NERICA, force est de constater que les réalisations ne suffisent pas pour améliorer la vie de millions d'Africains. Il faut donc impérativement que les pays africains investissent davantage dans l'agriculture et appuient la mise en œuvre du Programme de développement agricole global, afin de *d'accélérer* ~~maintenir~~ l'élan de ces dernières années. En effet, l'Agriculture restera encore dans un avenir prévisible le domaine d'action le plus important pour lutter contre la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la plupart des pays africains. Le temps est donc venu de donner la priorité à la relance de l'agriculture et nous ne devons pas rater cette occasion. A cet égard, le présent Sommet constitue une opportunité pour inviter

tous les pays, ~~en particulier les pays en développement~~, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour juguler cette crise si dévastatrice.

Il importe que tout appui aux pays affectés par l'actuelle crise alimentaire soit réalisé sur la base de priorités identifiées par les pays concernés eux-mêmes et conformément à leurs conditions et besoins nationaux spécifiques. Il importe également que tout instrument financier et fonds créés pour fournir une assistance aux pays tiennent compte des points de vue de ces derniers ~~en matière de mise en œuvre et de mise en œuvre~~. [Une telle démarche permettrait d'assurer une continuation entre l'élaboration des politiques et l'investissement et d'envisager de manière cohérente et intégrée une solution à la crise alimentaire actuelle.]

Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Pour conclure, j'aimerais souligner que ~~le secteur agricole est actuellement confronté à des problèmes et défis cruciaux et que d'autres défis surgiront à l'avenir. Dans cette perspective, il sera nécessaire de mettre en œuvre de meilleures politiques agricoles, de nouvelles institutions, et des cadres réglementaires et technologies appropriés. Tout cela requiert des investissements très importants, l'agriculture ayant été sous-financée au cours de ces dernières décennies. Je voudrais donc saisir cette occasion pour convenir avec vous de la nécessité d'établir de nouvelles priorités pour l'agriculture.~~ Ensemble, nous pouvons ~~essayer de promouvoir le développement agricole dans nos pays en vue de~~ relever le défi actuel.

~~répondre à ces défis et d'exploiter les possibilités qu'offre ce~~  
~~secteur.~~ Au regard de la présence de tant de leaders à ce Sommet,  
et la constante détermination de toutes les parties prenantes, je  
suis certain que nous y parviendrons.

Je vous remercie de votre aimable attention.